

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique

22 2015.RRGR.1116 Motion 289-2015 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) Plus de leçons = de meilleurs résultats: rêve ou réalité? Motion à valeur de directive

Réponse commune M 289-2015 et M 292-2015

N° de l'intervention:	289-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	16.11.2015
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Müller (Orvin, UDC)
Cosignataires:	9
Urgence:	refusée le 19.11.2015
N° d'ACE:	687/2016 du 8 juin 2016
Direction:	INS

Plus de leçons = de meilleurs résultats: rêve ou réalité?

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes avant que le nombre de leçons de mathématiques et d'allemand ne soit augmenté partout :

1. Mener des études comparatives entre des classes suivant plus de leçons que le plan d'études actuel et d'autres suivant le même nombre de leçons.
2. Mener des études comparatives entre des classes utilisant différents manuels de mathématiques.
3. Confier la réalisation de ces études à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Berne ou à l'Institut de recherche, développement et évaluation de la Haute école pédagogique PH Bern, sans frais pour le canton.
4. Si les études montrent que les leçons supplémentaires n'ont pas grande utilité, on y renoncera.
5. Si les études montrent qu'il existe un lien de cause à effet entre le manuel scolaire utilisé et les résultats des élèves, ce manuel sera utilisé dans tout le canton.

Développement :

En principe, l'introduction du *Lehrplan 21* n'a aucun rapport avec le nombre de leçons obligatoires dans une matière donnée. Chaque canton définit de manière autonome les grilles horaires de la scolarité obligatoire. Comme l'introduction du français à l'école primaire a eu pour effet la suppression d'une leçon de « *Natur-Mensch-Mitwelt* » (NMM) alors que deux leçons de plus ont en revanche été incluses à l'horaire en 3^e année, de nombreux enfants sont aujourd'hui surchargés, car ainsi, deux matinées par semaine, l'enseignement se fait sous forme de blocs de cinq leçons d'affilée. Les parents, le corps enseignant, les directeurs et directrices d'école se plaignent que les enfants n'ont plus le temps de faire du sport ou de la musique (soit dit en passant, on a pu constater que la plupart des délinquants n'ont pas de passe-temps ; avoir un hobby, c'est donc la meilleure prévention de la violence !).

Dans la réponse à l'interpellation 074-2015, le Conseil-exécutif écrit que les résultats de l'étude PISA dans les différents cantons montrent qu'en lecture, il est plus difficile d'établir un rapport de causalité entre les performances et la grille horaire en allemand et que les résultats des élèves bernois étaient moyens en mathématiques en dépit d'un nombre relativement peu élevé de leçons dans cette discipline. Cela tient au fait que l'attention se relâche rapidement chez la plupart des élèves. S'ils ont *moins* de leçons par demi-journée, ils assimilent mieux. Des études

ont également montré que le mouvement pendant la leçon ou entre les leçons favorise la concentration (Shepard 1997). L'une des raisons pour lesquelles les résultats en mathématiques ne sont pas très brillants dans le canton de Berne pourrait être le manuel « *Das Zahlenbuch* », qui est très compliqué et qui propose peu d'exercices. Les enfants sont dépassés.

Il faut à tout prix mener les études et les évaluations demandées dans la présente motion avant d'alourdir la tâche des enfants et des enseignants et surtout de débloquer les ressources financières nécessaires – 22,5 millions par an pour le canton et 10 millions environ par an pour les communes. L'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Berne et l'Institut de recherche, développement et évaluation de la Haute école pédagogique PH Bern ont des spécialistes renommés et sont donc tout désignés pour mener les études. Comme ces institutions sont financées par le canton, le travail ne lui coûtera pas un sou.

23 2015.RRGR.1119 Motion 292-2015 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)

Lehrplan 21: quelle latitude pour les écoles et les communes?

Motion à valeur de directive

N° de l'intervention: 292-2015
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 17.11.2015
 Déposée par: Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
 (porte-parole)
 Toggwiler-Bumann (Ostermundigen, pvl)
 Urgence: refusée le 21.01.2016
 N° d'ACE: 687/2016 du 8 juin 2016
 Direction: INS

Lehrplan 21 : quelle latitude pour les écoles et les communes ?

Le Conseil-exécutif est chargé de procéder à l'augmentation générale du nombre de leçons d'allemand et de mathématiques comme prévu par le LP21 de la manière suivante :

1. l'introduction de leçons supplémentaires en allemand et en mathématiques sera accompagnée d'une étude scientifique qui s'intéressera aux prestations des classes avec et sans leçons supplémentaires ;
2. les écoles et les communes pourront se servir de l'enveloppe de leçons supplémentaires soit pour augmenter le nombre de leçons d'allemand et de mathématiques, soit pour augmenter le pool de leçons de l'école ;
3. les écoles qui choisiront d'augmenter leur pool de leçons pourront disposer librement de ces ressources en fonction de leurs besoins.

Développement :

La comparaison cantonale PISA (www.be.ch/pisa) montre tout à fait clairement que dans leur grande majorité les écoles bernoises et les élèves bernois obtiennent déjà de bons résultats en allemand et en mathématiques. Personne ne conteste qu'il faille faire encore plus pour les élèves en difficulté comme pour les bons élèves. Mais ce n'est pas en donnant à tous et à toutes plus de la même chose que l'on va les aider.

Sans compter que tous les élèves n'ont pas envie ou ne peuvent pas supporter le poids de cette augmentation du nombre de leçons hebdomadaires. Un nombre conséquent d'élèves s'investit dans des activités extrascolaires comme le sport, la musique ou la vie associative et préfère engranger des connaissances supplémentaires en dehors de l'école. Il convient de respecter cela. Ne sous-estimons pas la valeur des loisirs, pour lesquels les élèves ont besoin de temps.

Les économies réalisées ces dernières années à l'école obligatoire ont été sans conteste faites principalement au détriment des disciplines manuelles et artistiques et de l'économie domestique. Les mesures liées à l'Examen des offres et des structures (EOS) se sont en outre souvent soldées dans les communes et les écoles non par une augmentation du nombre moyen

d'élèves par classe mais par la suppression de leçons dans les écoles. Ce tour de vis a concerné les matières facultatives, l'enseignement collectif, les camps de sport et les semaines vertes.

De plus, de nombreux enseignants et enseignantes sont fortement sollicités par le grand nombre d'élèves et la grande hétérogénéité de ces classes. Pouvoir donner ponctuellement des leçons supplémentaires leur serait peut-être plus utile que devoir dispenser davantage de cours de mathématiques et d'allemand à tous et toutes. Si la Direction de l'instruction publique veut donner du mou aux écoles et leur permettre de s'adapter aux conditions locales, logiquement elle devrait leur accorder un peu de liberté de choix dans les limites du raisonnable.

Le canton de Berne a une opportunité unique de lancer une étude de recherche pédagogique avec la Haute école pédagogique germanophone (PHBern), et ce dès le début. Il s'agira d'étudier l'impact du nombre de leçons d'allemand et de mathématiques, deux disciplines essentielles, sur les performances des élèves par rapport à d'autres mesures pédagogiques (manuels, méthodes d'enseignement et d'apprentissage). S'il devait s'avérer que multiplier le nombre de leçons ne produit que peu d'effets et coûte trop cher par rapport à d'autres mesures, alors il ne faudrait pas hésiter à revenir dans quatre ans au nombre de leçons précédent ou à répartir les leçons autrement.

Si les écoles avaient le choix, elles pourraient agencer les leçons de la manière la plus profitable. On sait bien que chaque école est différente, et la nouvelle stratégie cantonale de la formation fait une priorité du développement local de l'enseignement, dans les écoles.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Etant donné que les motions 289-2015 et 292-2015 portent sur le même sujet, le Conseil-exécutif leur apporte une réponse commune.

Remarques générales

Dans le canton de Berne, le *Lehrplan 21* entrera en vigueur le 1^{er} août 2018 pour les neuf premières années scolaires, le 1^{er} août 2019 pour la 10^e année et le 1^{er} août 2020 pour la 11^e année. La nouvelle grille horaire sera introduite en même temps, étant donné qu'il s'agit d'un élément obligatoire du plan d'études en vertu de l'article 12, alinéa 2, lettre *d* de la loi sur l'école obligatoire (LEO). Conformément à l'article 74, alinéa 2 LEO et à l'article 27 de l'ordonnance sur l'école obligatoire (OEO), la mise en vigueur de la nouvelle grille horaire relève de la compétence de la Direction de l'instruction publique.

La nouvelle grille horaire concrétise la demande de voir augmenter le nombre de leçons en mathématiques et en allemand. Cette revendication de longue date se fonde sur le fait que le nombre de leçons global prévu par l'actuelle grille horaire du *Lehrplan 95* pour le canton de Berne est largement inférieur à la moyenne intercantonale, au degré primaire comme au degré secondaire I. Le *Lehrplan 21* permettra d'introduire cinq leçons hebdomadaires supplémentaires en mathématiques et deux leçons hebdomadaires supplémentaires en allemand, réparties sur les neuf années scolaires du primaire et du secondaire I. Des leçons seront aussi désormais consacrées à la discipline médias et informatique, à raison d'une leçon en 7^e, 8^e, 9^e et 11^e années HarmoS, et une leçon supplémentaire sera dédiée à l'orientation professionnelle en 10^e année. Le *Lehrplan 21* prévoit en outre trois leçons en 10^e et en 11^e année qui pourront être utilisées pour l'approfondissement et l'élargissement des compétences des élèves dans le domaine de leur future profession ou de leurs futures études. A cet égard, les écoles auront la possibilité d'adapter le contenu des leçons aux forces et aux faiblesses des élèves.

Le projet de nouvelle grille horaire a fait l'objet de discussions avec plus de 2000 enseignants et enseignantes dans le cadre de cinq séances et a été soumis à la consultation. Il a été très bien accueilli. La Commission de la formation a également été informée des modalités de cette nouvelle grille horaire.

Le Conseil-exécutif entend créer les conditions les plus favorables possibles pour la mise en œuvre du *Lehrplan 21*. Les hypothèses de planification ont constitué un instrument important pour l'élaboration de ce plan d'études. Celles-ci reposent sur la durée d'enseignement moyenne dans les 21 cantons alémaniques et plurilingues. Elles ont fait l'objet d'une vaste procédure de

consultation dans les cantons et ont été bien accueillies. Le Conseil-exécutif part du principe que les élèves bernois ont besoin à peu près du même nombre de leçons que ceux des autres cantons pour atteindre les objectifs fixés dans le *Lehrplan 21*. C'est pourquoi il a décidé que la grille horaire bernoise se baserait largement sur les hypothèses de planification. Dans le cadre des arrêtés de novembre 2015 relatifs au budget 2016 et à la planification financière, le Grand Conseil a abondé dans le sens du Conseil-exécutif en approuvant les ressources financières nécessaires aux leçons supplémentaires en mathématiques, en allemand et en médias et informatique.

Motion 289-2015 Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC) du 16 novembre 2015 : « Plus de leçons = de meilleurs résultats : rêve ou réalité ? »

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La motion porte principalement sur les leçons supplémentaires prévues en mathématiques et en allemand à l'école obligatoire dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21*.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les différents points de la motion :

Points 1, 3 et 4 :

En ce qui concerne le rapport entre le nombre de leçons et les résultats des élèves, cinq études PISA ont montré que le temps d'enseignement se répercutait favorablement sur les performances. Dans le portrait PISA 2012 du canton de Berne, il est indiqué que plus le nombre de leçons dédiées aux mathématiques est grand, meilleurs sont les résultats des élèves. Cette étude a toutefois mis en lumière un résultat différencié pour le canton de Berne. La partie germanophone du canton a obtenu des résultats moyens en mathématiques en dépit d'un nombre relativement peu élevé de leçons dans cette discipline. Il faut cependant souligner que les leçons relevant de la formation autonome accompagnée (Individuelle Lernförderung) et de la préparation aux écoles moyennes (Mittelschulvorbereitung), qui sont suivies par plus de 80 pour cent des élèves, n'ont pas été incluses dans la comparaison. Si ces leçons avaient été prises en compte, les résultats de la partie germanophone du canton correspondraient aux résultats des autres cantons. L'étude le confirme clairement.

De plus, la toute dernière évaluation de l'enseignement des langues étrangères effectuée dans six cantons de la Suisse centrale a fourni une conclusion claire s'agissant du rapport entre le nombre de leçons et les résultats des élèves : un plus grand nombre de leçons entraîne de meilleurs résultats. Par exemple, en 10^e année, les élèves qui ont bénéficié de 14 leçons hebdomadaires sur une base annuelle ont été deux fois plus nombreux à atteindre les objectifs fixés dans le plan d'études que les élèves ayant suivi neuf leçons hebdomadaires sur une même base.

Les études montrent aussi que le temps d'enseignement n'est qu'un des nombreux facteurs qui influent sur les résultats scolaires. L'utilisation du temps d'enseignement par exemple, c'est-à-dire la période durant laquelle les élèves travaillent de manière concentrée et efficace, est un facteur tout aussi important.

La présente motion demande la mise en place de classes comparatives dans le canton de Berne, lesquelles bénéficieraient d'un nombre de leçons sensiblement différent en allemand et en mathématiques. Cette démarche aurait une tout autre orientation que les études PISA et l'évaluation de l'enseignement des langues étrangères susmentionnées, qui comparent plusieurs cantons avec des grilles horaires différentes. La présente motion vise à ce que l'enseignement obligatoire dispensé à des élèves bernois soit délibérément différencié, au risque qu'une partie d'entre eux n'atteignent pas les objectifs fixés dans le plan d'études à la fin de leur scolarité, ce non pas en raison de leurs capacités mais d'une étude scientifique. Le Conseil-exécutif s'oppose clairement à une telle étude. Il est intolérable que les milieux politiques pénalisent, en pleine conscience et intentionnellement, certains élèves dans leurs perspectives de formation. Tous les élèves du canton jouissent du même droit à l'enseignement au titre de l'égalité des chances. Au

vu de ce qui précède, le risque est grand que ce droit ne soit plus garanti si une telle étude comparative était menée.

Par conséquent, le Conseil-exécutif propose le rejet des points 1, 3 et 4.

Points 2 et 5 :

Les plans d'études constituent le cadre de l'élaboration des moyens d'enseignement. Ces derniers concrétisent et structurent les objectifs de formation fixés dans les plans d'études. Ils aident les enseignants et enseignantes à préparer et à concevoir leurs leçons et proposent des exercices et des outils adaptés à l'âge des élèves.

Toutefois, les résultats des élèves ne dépendent pas uniquement du moyen d'enseignement utilisé. L'apprentissage scolaire est soumis à l'influence de plusieurs facteurs individuels, scolaires et familiaux. Les moyens d'enseignement font certes partie des facteurs scolaires, mais les effets qu'ils produisent sur l'apprentissage dépendent de la manière dont ils sont utilisés dans l'enseignement et d'autres facteurs scolaires. Des facteurs familiaux et individuels, tels que les capacités cognitives fondamentales des élèves, leur motivation, leur état émotionnel et la relation enseignant-élève, ont également une incidence sur l'apprentissage.

Le *Lehrplan 21* accorde plus d'importance que les anciens plans d'études au fait que les élèves soient en mesure d'appliquer leurs connaissances, compétences et aptitudes ainsi que de faire des liens entre elles. Il est important de disposer d'exercices et d'environnements d'apprentissage attrayants pour pouvoir dispenser un enseignement axé sur les compétences. Les moyens d'enseignement utilisés en mathématiques dans le canton de Berne (« Schweizer Zahlenbuch », « mathbu.ch ») répondent aujourd'hui déjà en grande partie à ces critères de qualité. Ils sont par ailleurs connus des enseignants et enseignantes. Dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21*, les éditions Schulverlag plus élaborent un nouveau manuel pour les mathématiques qui a vocation à être particulièrement bien adapté à l'enseignement en classe à degrés multiples. La Direction de l'instruction publique entend examiner ce moyen d'enseignement. S'il s'avère être de bonne qualité, la Direction l'intégrera vraisemblablement à la liste des moyens d'enseignement sur laquelle les écoles doivent se fonder pour choisir un manuel de mathématiques. A l'heure actuelle, seuls « Das Zahlenbuch » (degré primaire) et « mathbu.ch » (degré secondaire I) sont admis dans le canton de Berne. Dans ce contexte, la Direction examinera également si et sous quelle forme il serait possible de comparer ces deux moyens d'enseignement dans le cadre de l'enseignement.

Le Conseil-exécutif propose donc l'adoption des points 2 et 5 sous forme de postulat.

Motion 292-2015 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) du 17 novembre 2015 : Lehrplan 21 : quelle latitude pour les écoles et les communes ?

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Voici les réponses du Conseil-exécutif aux trois demandes formulées par le motionnaire :

Chiffre 1 :

Ce point correspond pour l'essentiel aux points 1 et 3 de la motion 289-2015. Comme exposé précédemment, le Conseil-exécutif s'oppose à dispenser délibérément un enseignement sensiblement différencié aux élèves de l'école obligatoire dans le cadre d'une vaste étude. Cette démarche comporte en effet le risque qu'une partie des élèves n'atteignent pas les objectifs fixés dans le plan d'études à la fin de leur scolarité, ce non pas en raison de leurs capacités mais d'une étude scientifique. Cela irait à l'encontre du principe d'égalité des chances qui fait foi pour l'enseignement obligatoire.

Chiffres 2 et 3 :

Les communes ont la possibilité d'aménager les grilles horaires à leur guise lors de leur mise en œuvre, celles-ci n'étant pas des programmes fixes. Ainsi, les écoles peuvent par exemple mettre du temps à disposition pour l'enseignement interdisciplinaire, pour le travail en ateliers, pour l'enseignement par plan hebdomadaire ou par projet et pour des ateliers d'apprentissage. Il faut toutefois veiller à ce que, à la fin de l'année scolaire, les élèves aient bénéficié du temps

d'apprentissage prescrit par la grille horaire dans tous les domaines disciplinaires. Une grande latitude est donc laissée aux communes et aux écoles dans la mise en œuvre des grilles horaires.

Le Conseil-exécutif ne s'oppose pas aux idées et aux expériences pédagogiques ambitieuses. Cependant, celles-ci doivent au préalable faire l'objet de discussions avec l'inspection scolaire compétente et être approuvées par cette dernière ou, en cas d'expériences pédagogiques, par la Direction de l'instruction publique. Cette procédure permet de garantir que les objectifs fixés dans le plan d'études seront tous atteints.

La demande du motionnaire sera dans une certaine mesure satisfaite dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21* au degré secondaire I grâce au dispositif d'enseignement « individuelle Vertiefung und Erweiterung » (IVE ; approfondissement et enrichissement individuels). Trois leçons d'enseignement obligatoire sont ainsi prévues en 10^e et en 11^e année HarmoS pour permettre aux élèves de consolider et d'approfondir certaines exigences fondamentales et de développer leurs compétences selon des objectifs individuels dans une ou plusieurs des disciplines suivantes : mathématiques, allemand ou langues étrangères. L'IVE servira également à préparer les élèves à leur future profession ou à leurs futures études. Proposé dans la partie obligatoire de la grille horaire du *Lehrplan 21*, il est le fruit du développement des dispositifs « individuellen Lernförderung » (ILF ; formation autonome accompagnée) et « Mittelschulvorbereitung » (MSV ; préparation aux écoles moyennes), qui ont fait leurs preuves mais qui ne sont à l'heure actuelle pas obligatoires. Les écoles auront ainsi la possibilité de consacrer plus d'heures à l'allemand, aux mathématiques et aux langues étrangères dans le cadre de l'IVE. L'enseignement dispensé relèvera dans tous les cas de l'enseignement obligatoire ; les élèves devront donc atteindre les objectifs fixés dans le plan d'études.

Le Conseil-exécutif s'oppose cependant à ce que les écoles et les communes puissent choisir de manière générale comment utiliser les leçons à leur disposition en marge de l'IVE. Comme expliqué précédemment, il vrai qu'il est aujourd'hui souhaitable que les écoles utilisent et élargissent les marges de manœuvre existantes pour mettre en place des projets de développement de l'école et de l'enseignement, moyennant l'autorisation de l'inspection scolaire compétente. Il s'agit de l'un des axes d'action stratégiques prévus par la Stratégie de la formation, qui a été traitée par le Grand Conseil lors de sa session de mars 2016. Dans le cadre de tels projets scolaires ciblés, il faut toutefois toujours veiller à ce que les objectifs du plan d'études soient tous atteints, raison pour laquelle l'autorisation de l'inspection scolaire est nécessaire en cas de dérogation à la grille horaire. Le Conseil-exécutif estime que permettre aux communes d'utiliser selon leur bon vouloir un certain nombre de leçons d'allemand et de mathématiques pour d'autres disciplines dans le cadre d'un pool de leçons n'est pas compatible avec le principe d'égalité des chances.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Ich hoffe, Sie haben gut gespeist und bitte Sie um Aufmerksamkeit. Auf der Tribüne befindet sich eine Schulklasse der gleichen Schule wie heute Morgen, nämlich der IDM Thun. Diesmal ist das zweite Lehrjahr der Polymechaniker anwesend, und auch, wie bereits heute Morgen, die Berufsschullehrerin Frau Rita Leutwyler. Die Betreuungsfunktion hier im Grossen Rat hat wieder Beat Giauque übernommen. Ich wünsche Ihnen viel Spass und einen schönen Nachmittag (*Applaudissements*).

Statt einer Bären Geschichte lese ich Ihnen jetzt die Wahlprotokolle der Wahlen für die Ratsorgane vor. Ich bitte Sie um Aufmerksamkeit.

Résultats des élections des organes du Grand Conseil

Affaire 2016.RRGR.767 Election d'un ou une membre PS de la CJus

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 129, majorité absolue : 65. Est élue :

Kornelia Hässig Vinzens par 129 voix

(Le président agite sa cloche.)

Le président. Herzliche Gratulation. *(Applaudissements)*

Affaire 2016.RRGR.688 Election d'un membre suppléant ou d'une membre suppléante PSA de la CIRE

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 10 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 124, majorité absolue : 63. Est élu :

Pierre Sauvain par 124 voix

Le président. Ich gratuliere. *(Applaudissements)*

Affaire 2016.RRGR.718 Election d'un membre suppléant ou d'une membre suppléante Les Verts de la CFor

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 128, majorité absolue : 65. Est élue :

Madeleine Graf-Rudolf par 128 voix

Le président. Ich gratuliere. *(Applaudissements)*

Affaire 2015.RRGR.665 Election d'un ou une membre UDC de la CIAT

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 132, majorité absolue : 67. Est élu :

Christian von Känel par 132 voix

Le président. Ich gratuliere. *(Applaudissements)*

Affaire 2015.RRGR.373 Election d'un ou une membre PS de la CSéc

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 129, majorité absolue : 65. Est élu :

Urs Graf par 129 voix

Le président. Ich gratuliere. *(Applaudissements)*

Affaire 2015.RRGR.723 Election d'un ou une membre PEV de la CSéc

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élu :

Marc Jost par 134 voix

Le président. Ich gratuliere. *(Applaudissements)* – Vielleicht können Sie es ihm dann ausrichten *(hilarité)*.

Affaire 2016.RRGR.816 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CIAT

Bulletins distribués : 134, bulletins rentrés : 134, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 131, majorité absolue : 66. Est élu :

Luca Alberucci par 131 voix

Le président. Ich gratuliere. (*Applaudissements*) Die Resultate der Richterwahlen stehen noch aus. Wir führen nun eine gemeinsame Beratung über die Traktanden 22 und 23 durch. Allerdings wurde der letztere Vorstoss zurückgezogen. Der Motionär dieses Vorstosses wird später eine Erklärung abgeben. Wir sprechen jetzt also ausschliesslich über Traktandum 22. Diese Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Die Regierung lehnt die Ziffern 1, 3 und 4 ab, die Ziffern 2 und 5 würde sie als Postulat annehmen. Sind die Ziffern 2 und 5 als Postulat bestritten? Ich möchte die Möglichkeit abklären, ob die Diskussion etwas verkürzt werden könnte. Das bedeutet aber nicht, dass sie bereits angenommen sind. – Ja, sie sind bestritten. Somit diskutieren wir in einer reduzierten Debatte; das heisst 2 Minuten Redezeit pro Rednerin oder Redner.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Die Wirtschaft fordere mehr Lektionen in den Fächern Deutsch und Mathematik: Das stimmt so nicht. Die Wirtschaft und die KMU wollen, dass die Neuntklässler besser schreiben, lesen und rechnen können, wenn sie eine Lehre antreten. Sie sind sicher alle mit meiner Bemerkung einverstanden, wonach unsere Generation diese Grundfertigkeiten mit gleich vielen oder sogar mit weniger Lektionen recht gut beherrschte. Deshalb kann es nicht an der Anzahl der Lektionen liegen. Eine Antwort zu diesem Thema kann man in der Hirnforschung finden, auch gibt es entsprechende Erkenntnisse über die Art und Weise, wie die Menschen lernen. Dazu ein Beispiel: Ich habe im Lehrerinnenseminar gelernt, dass sich jedes Wort, das ich falsch schreibe, im Hirn einprägt. Deshalb korrigierten wir bereits in der ersten Klasse kleine Sätzchen, und die Kinder haben je nach Alter drei- bis sechsmal zum Beispiel das Wort „befiehlt“ korrekt mit «ieh» schreiben müssen. Die richtige Lernmethode wird aber heute als Schikane gewertet. Bis etwa zur vierten Klasse soll das Kind einfach fantasievolle Aufsätze schreiben und Diktate sind verpönt. In Zusammenhang mit dem Lesen haben wir noch gelernt, dass das laut und langsam Lesen das Wichtigste ist, damit sich alle konzentrieren können. Deshalb lasen wir die Texte laut in Gruppen oder zusammen mit der ganzen Klasse. So konnten auch die schwachen Schüler mitlesen. – Was, es blinkt bereits?

Le président. Ja, diese zwei Minuten gehen relativ rasch vorbei.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Also ich habe zweimal angehalten, Entschuldigung. Seit Jahren sind wir daran, Altbewährtes abzuschaffen und dieses mit so genannt Modernem zu ersetzen. Das kostet uns 30 Millionen. Deshalb bitte ich Sie, diese Ziffern des Postulats anzunehmen. 30 Millionen sind sehr sehr viel Geld.

Le président. Vielleicht geben Sie Ihre Uhr am besten Hans Ruedi Vogt, er wird sie sehr gut revidieren, wenn sie etwas zu langsam läuft.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Mehr üben und mehr trainieren ist wirkungsvoll, das ist definitiv so. Aber nur, wenn man auch das Richtige trainiert, also wenn auch die Qualität stimmt. Es haben also verschiedene Faktoren Einfluss auf den Lern- und Trainingserfolg, nicht nur die Quantität. Sie wissen es alle: zum Beispiel die Grösse der Gruppe, also die Anzahl der Kinder, die Methodik und das Umfeld. Zudem lernen glückliche Leute besser als unglückliche. Zudem spielt auch der Charakter des Trainers oder Lehrers eine Rolle. Sogar die Attraktivität des Lehrers spielt eine Rolle, wie ich in einer Studie, die kürzlich herausgegeben wurde, gelesen habe. Je attraktiver der Lehrer, desto besser ist der Lernerfolg. Ich will einfach damit sagen, dass es viel verschiedene Faktoren gibt. Mit mehr Stunden wird man im Rechnen und Schreiben nicht unbedingt besser. Ich höre auch immer wieder, man sei früher im Rechnen, im Deutsch und so weiter viel besser gewesen. Ich habe den Eindruck, ich hätte weniger Schule gehabt als meine Kinder. Ich hatte ganz sicher weniger Tests und weniger Aufgaben als meine Kinder, die sich in der sechsten, vierten und zweiten Klasse befinden. Unsere Kinder verbringen schon genug Zeit in der Schule. Wir sollten sie nur dann dazu nötigen, noch mehr Zeit in der Schule zu verbringen, wenn wir vom Erfolg der Mehrstunden überzeugt sind, wenn also die Qualität stimmt. Deshalb sollten Sie dieses Postulat unterstützen. Es geht ja nur darum, Vergleichsklassen aufzustellen um zu prüfen, ob es tatsächlich die erhoffte positive Wirkung hat.

Le président. Es ist total unruhig hier im Saal. Ich höre hier fast nichts, wenn es so laut ist. Ich möchte besser zuhören und bitte Sie, sich zu beruhigen, oder ihre Gespräche draussen weiterzuführen. Grossrat Brönnimann begründet jetzt kurz den Rückzug seines Vorstosses.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich habe mich dazu entschlossen, meine Motion zurückzuziehen. Denn ich habe in der Antwort der Regierung mit Interesse gelesen, dass im Rahmen von Schulversuchen Gemeinden und Schulen vor allem das, was ich unter Ziffer 3 fordere, werden realisieren können. Ich werde mich in Köniz bei meinen Schulen dafür einsetzen, damit das passiert. Zudem wollte ich etwas Zeit sparen und zusammen mit der Motion von Sabina in dieser Diskussion ein bisschen Übersicht schaffen. In den Ziffern 1 und 2 fordere ich etwas Ähnliches wie sie. Ich bitte Sie, sachlich zu bleiben. Bisweilen habe ich den Eindruck, dass einige Leute hier der Meinung sind, es sei per se schlecht, wenn etwas von Sabina kommt. Das war mit ein Grund, warum ich einen eigenen Vorstoss einreichte. Denn ich ging davon aus, dass er keine Chance hat, wenn ich ihn gemeinsam mit ihr einreiche.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechern, auch hier gelten zwei Minuten Redezeit.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (PS). Ich möchte der Verwaltung für die tollen Berichte danken, die sie immer wieder für uns verfasst. Auch wenn man die Vorstösse bisweilen als sinnlos erachtet, haben sie doch den Vorteil, dass man immer wieder etwas lernt. Das möchte ich hervorheben. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt wie die Regierung die Ziffern 1, 3 und 4 ab. Bei den Ziffern 2 und 5 beantragen wir Annahme und Abschreibung. Es braucht nicht viel Vorstellungskraft um zu erkennen, was passiert, wenn man solche Studien fordert. Wahrscheinlich würde ein Aufschrei durch die Elternschaft gehen, wenn die einen mit mehr und die anderen mit weniger Lektionen beübt würden. Zudem ist es sehr schwierig, Rahmenbedingungen zu schaffen, die Aussagen erlauben, mit denen man dann wirklich auch etwas anfangen kann. Um das zu wissen, braucht man nicht Wissenschaftler zu sein oder in der Erziehungsdirektion zu arbeiten. Meist muss man sie dann wieder mit «wenn» und «aber» interpretieren. Der Lehrer und die Eltern haben wahrscheinlich einen genauso grossen Einfluss wie ein gutes Lehrbuch, und wie wollen Sie das normieren und wie schafft man diese Rahmenbedingungen? Eine solche Studie müsste wirklich eine grosse Menge an Schulklassen umfassen, damit diese Unterschiede dann wirklich statistisch festgestellt werden könnten. Solche Vergleichsstudien bringen nichts. Die meisten Lehrpersonen hier in diesem Kanton können selber beurteilen, was gut ist und was nicht, und auf diese Rückmeldungen kann man sich abstützen.

Die Erziehungsdirektion weiss zudem genau, wo die Probleme liegen. Sie reagiert immer sehr schnell. Das Französischlehrbuch wurde nicht überarbeitet, weil der Grosse Rat eine Masse von Vorstössen eingereicht hat. Vielmehr ist man das Problem bereits vorher angegangen. Wir sind immer ein bisschen hintendrein und geben dem eine riesige Relevanz. Ich vertraue der Erziehungsdirektion, sie macht das richtig.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Warum können einige Mitglieder der SVP nicht hinter diesem Postulat stehen? Die Berufsverbände und die Berufsschulen fordern bereits seit langem mehr Lektionen in Mathematik und Deutsch, was nicht zuletzt auch den Knaben zugutekommt. Diverse Branchenverbände bieten bereits seit längerem Vorkurse für künftige Lernende an. In diversen Vorkursen werden Rechnen, Lesen und Schreiben vertieft, damit die Lernenden fit für die Berufsschulen sind. Der Kanton Bern liegt deutlich unter dem interkantonalen Durchschnitt, was die Anzahl Lektionen in Deutsch und Mathematik anbelangt. Diverse Pisa-Studien haben einen positiven Zusammenhang zwischen der Unterrichtsdauer und der Leistung bestätigt. Würden Versuche durchgeführt, würden die einen Schüler von mehr Lektionen profitieren, die anderen hätten dann aber wahrscheinlich ein Problem, mit weniger Lektionen die vorgegebenen gesetzlichen Leistungsziele zu erreichen. Für den Regierungsrat bestünde die Gefahr, dass mit einem solchen Versuch die Chancengleichheit verletzt würde. Ich persönlich finde zudem, die Frage sei nicht zu unterschätzen, wer den Eltern erklärt, in welche Klasse ihr Kind kommt. Die Eltern sind bereits heute sehr beschwerdefreudig. Eine Mehrheit der SVP unterstützt das Postulat, aber fast eine ebenso grosse Mehrheit lehnt es ab.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Eine Pisa-Studie belegt, dass mehr Lektionen zu besseren Leistungen führen. Die Idee von Sabina Geissbühler, das jetzt durch Vergleichsklassen zu belegen, können wir nicht unterstützen. Wir haben aber, Sabina, eine gewisse Sympathie für die Argumentation, dass viele Kinder heute überlastet sind und keine Zeit mehr für ihre Hobbys haben. Leider ist das wahrscheinlich tatsächlich eine Realität, aber es wird leider nach der obligatorischen Schulzeit nicht besser. Wenn die Jugendlichen in das Berufsleben einsteigen, erwartet sie nicht selten ein Schultag von bis zu 10 Stunden, und das neben den anstrengenden Arbeitstagen. Im

Gymnasium sieht der Stundenplan mit bis zu acht Lektionen ähnlich aus. Ja, das ist in unserer heutigen Leistungsgesellschaft eine Tatsache. Es ist ein Systemproblem, das man ganzheitlich angehen sollte, was aber eigentlich fast nicht möglich und hier auch nicht das Thema ist.

Die Grünen stehen der Idee mit den Vergleichsklassen aus folgenden Gründen kritisch gegenüber: Erstens: Wie der Regierungsrat in seiner Antwort ausgeführt hat, wurde die Einführung von Lektionentafeln mit mehr Lektionen sorgfältig abgeklärt und stiess auf viele positive Rückmeldungen. Zweitens: Wenn man diese Vergleichsklassen führen würde, würde dies de facto heissen, dass die Schülerinnen und Schüler, die weniger Lektionen haben, die Lernziele am Ende der Schulzeit nicht erreichen, was der Chancengleichheit widerspricht. Grossrätin Hässig hat vorhin darauf hingewiesen.

Ich möchte noch auf einen Punkt eingehen, der bisher nicht genannt wurde: Die Klassen sind teilweise sehr heterogen und es bestehen grosse Leistungsunterschiede. Durch das Führen von Vergleichsklassen in nur einer Klasse wären keine signifikanten Resultate zu erwarten. In der ziffernweisen Abstimmung folgen wir dem Antrag der Regierung.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Mit dem Lehrplan 21 wird auch die neue Lektionentafel in Kraft treten. Dabei wird ein altes Anliegen aufgenommen, das immer wieder vom Gewerbe und von den Mittelschulen angesprochen worden ist: Bessere Leistungen in Mathematik und in Deutsch. Zu diesem Zweck gibt es fünf zusätzliche Wochenlektionen in Mathematik und zwei zusätzliche in Deutsch. Wie wir in der Antwort des Regierungsrats lesen konnten, brachte die neue Lektionentafel bei den Konsultationen gute Rückmeldungen. Nebst anderen Faktoren hängen die Leistungen der Schülerinnen und Schüler eng mit der Anzahl der Lektionen zusammen. Die BDP-Fraktion begrüsst deshalb diese Mehrlektionen. Ich erinnere dabei auch an die Diskussionen in Zusammenhang mit der Bildungsstrategie. Wir überwiesen damals eine Planungserklärung, die in Deutsch und Mathematik am Gymnasium mehr Basiskompetenzen forderte. Um diese Basiskompetenzen zu verbessern, können Mehrlektionen in der Volksschule sehr wichtig sein. Es ist nicht in unserem Sinn, jetzt einen Entschluss zu fällen, der in eine andere Richtung geht. Das Führen von Vergleichsklassen halten wir, wie der Regierungsrat, für ungerecht gegenüber den Schülern, die von diesen Mehrlektionen nicht profitieren können. Sicher ist es wichtig, bei diesen Lektionentafeln einen gewissen Gestaltungsspielraum zu haben. Das, was hier gefordert wird, würde uns jedoch zu weit gehen. Wir lehnen die Ziffern 1, 3 und 4 der Motion Geissbühler auch als Postulat ab. Bei den Ziffern 2 und 5 stimmt eine Mehrheit einem Postulat zu.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Für die EVP ist die Forderung der Motion ein undenkbares Szenario. Sie ist in der Umsetzung unrealistisch und steht der Chancengerechtigkeit diametral entgegen. Welche Eltern würden das tolerieren und ihr Kind in eine Klasse schicken, die weniger Lektionen als eine andere zur Verfügung hat? Sowohl die Eltern als auch die Schülerinnen und Schüler würden das als höchst ungerecht empfinden. Wir sehen das auch so. Mit der Erhöhung der Lektionen in Mathematik und Deutsch befinden wir uns auf dem richtigen Weg. Mehr Lektionen können den Lehrkräften auch mehr Freiraum geben, um individueller auf Schülerinnen und Schüler einzugehen. So könnte man zum Beispiel die Hausaufgaben, die bei vielen Schülerinnen und Schülern viel Zeit brauchen und bisweilen für die ganze Familie stressig sein können, auf ein möglichst kleines Mass reduzieren. Aus diesen Gründen ist die EVP der gleichen Meinung wie der Regierungsrat. Wir lehnen die Ziffern 1, 3 und 4 auch als Postulat ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Mehr Lektionen – bessere Leistung: Tatsache oder Illusion? Jetzt wird es also schon langsam heikel. Da kann man wissenschaftliche Studien in diese Richtung machen und Untersuchungen in eine andere: Das Ergebnis fällt um 180 Grad unterschiedlich aus, je nachdem, wie Sie es wünschen. Hier ist jetzt wirklich der gesunde Menschenverstand gefragt. Aus meiner Sicht ist eine Erhöhung der Lektionen in Mathematik und Deutsch, so wie es vorgesehen ist, das, was uns vorschwebt. Hier in diesem Saal ist es ja wirklich ein bisschen schwierig: Mal fordern wir mehr Lektionen, beim nächsten Mal gibt es eine Spardebatte und es wird etwas gestrichen. Was soll dann der Regierungsrat machen? Irgendwann sollten wir wirklich wissen, was wir wollen. Die Ziffern 2 und 5 werden wir als Postulat annehmen, dem Rest können wir nicht zustimmen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Unsere Fraktion steht nicht geschlossen hinter diesem Postulat. Zum Teil können wir den Ziffern des Postulats zustimmen und zum Teil nicht. Viele Mitglieder möchten noch wissen, was der Erziehungsdirektor dazu sagt. Grundsätzlich steht die glp hinter Outputmessungen. Hier will man überall gleich viele Lektionen einführen und geht davon aus,

dass es dann schon gut herauskommt. Es ist sicher unbestritten: Mehr Lektionen führen zu besseren Leistungen. Es stellt sich einfach die Frage, wie viel mehr Lektionen eingeführt werden müssen und zu welchem Preis. Denn das Gesetz des abnehmenden Grenznutzens ist halt bei Investitionen auch eine Tatsache. Die viel gerühmte Chancengleichheit sollte beim Output und nicht beim Input der Lektionen gemessen werden.

Noch ein Wort zum Votum der Grossratskollegin Hässig: Könnte man es tatsächlich nicht wissenschaftlich untersuchen, müssten wir die gesamte sozialwissenschaftliche Forschung in den Abfalleimer werfen. Aber dann möchten wir auch nicht mehr über Armutsberichte diskutieren, die auf solchen Forschungen basieren. Es ist keine Frage, dass man das messen kann, Sie kennen ganz einfach diese Forschungsmethoden zu wenig.

Es wurde gefragt, welche Eltern ihre Kinder in eine Klasse mit weniger Lektionen schicken würden. Ich weiss nicht, welche Eltern das machen würden, aber ich würde das beispielsweise machen. Ich würde es vorziehen, wenn meine Kinder statt mehr Lektionen in Mathematik oder Deutsch vielleicht Lektionen in Spanisch oder vielleicht in Chinesisch besuchen könnten. Mein Jüngster besucht zurzeit ein Freifach zum Thema Flugzeugbau. Er ist total begeistert, er arbeitet handwerklich und befasst sich mit angewandter Mathematik. Müsste er vier Lektionen mehr Mathematik besuchen, wäre seine Motivation definitiv im Eimer. Ich bin überzeugt, es gibt Eltern, die diese Wahl treffen würden. Es gibt auch Kinder, die diese Wahl treffen würden, und es täte ihnen gut.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich vor allem den Worten von Jan Gnägi anschliessen und will sie nicht wiederholen. Unsere Fraktion derselben Meinung, wie er sie treffend ausgeführt hat. Die Antwort der Regierung ist sehr stichhaltig. Deshalb lehnen wir sämtliche Ziffern des Postulats ab.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es besteht noch eine Differenz bei den Ziffern 1, 3 und 4. Wir beantragen Ihnen aus verschiedenen Gründen, diese Ziffern abzulehnen. Der Hauptgrund ist folgender: Bei der Lektionentafel besteht in Bezug auf die Hauptfächer der Grundentscheid, wonach bei allen Schülerinnen und Schülern eine Gleichheit bestehen muss. Für die Schulen soll es zwar möglich sein, auch eigene Angebote zu machen, wie zum Beispiel das «Angebot der Schule». Auch gibt es die individuelle Lernförderung oder Vertiefungslektionen, womit man in einzelnen Hauptfächern Vertiefungen vornehmen kann. Aber ein Grossversuch, bei dem wir einem Teil unserer Schülerpopulation weniger Deutsch und weniger Mathematik geben als einem anderen Teil, um zu schauen, wie es herauskommt, erscheint uns nicht der richtige Weg. Sicher würde es nicht darum gehen, weniger zu geben als heute; die Anzahl der Lektionen würde gleich bleiben. Aber den anderen würden mehr Lektionen gegeben, und es scheint uns falsch, in den zentralen Hauptfächern Deutsch und Mathematik so vorzugehen.

Ich bin mit den Worten von Herrn Müller und Frau Geissbühler einverstanden, die gesagt haben, es gehe beim Erfolg der Schule nicht nur um die Anzahl der Lektionen. Das ist ganz klar. Es geht auch um die Grössen der Klassen, um die Methode des Unterrichts und um die Motivation der Lehrpersonen. Motivierte Lehrpersonen können das Feuer besser hinüber bringen. Auch ist das Gefühl, sich an der Schule wohl zu fühlen, sehr wichtig, also es geht darum, dass sich die Leute wohl fühlen und zufrieden sind, denn dann sind sie wirklich motiviert, um etwas zu lernen. Es gibt ganz viele Faktoren, die den Lernerfolg beeinflussen, die Lektionen sind nicht der einzige. Herr Brönnimann hat es richtig gesagt: Es bringt nichts, die Anzahl der Lektionen um 50 aufzustocken und zu meinen, alle Schülerinnen und Schüler seien dann perfekt. Der Grenznutzen nimmt irgendwann ab. Das ist alles richtig. Aber es wäre auch gewagt zu sagen, die Anzahl der Lektionen hätte keinen Einfluss. Es wäre nicht richtig, eine Reduktion vorzunehmen in der Annahme, es würde dann trotzdem gut herauskommen.

Deshalb stellt sich die Frage nach unseren Leitlinien. Seit längerer Zeit erhalten wir von der Berufsbildung die Rückmeldung, das Niveau in Deutsch und Mathematik sei ungenügend und es bestünden Defizite. Es werden zwar nicht direkt mehr Lektionen gefordert, sondern eine Verbesserung der Leistungen. Hier besteht ein Handlungsbedarf. Bei der Erarbeitung der Lektionentafel des Lehrplans 21 im Kanton Bern orientierten wir uns an den schweizerischen Durchschnittswerten. Wir wollen nicht weit über den Durchschnitt kommen, die Vordersten sein und in Mathematik und Deutsch die meisten Lektionen haben. Aber es ist nicht sinnvoll, im Kanton Bern davon auszugehen, wir würden die gleichen Leistungen in Deutsch und Mathematik erreichen, wenn die Anzahl der Lektionen bei uns unterdurchschnittlich hoch ist. Man sagt zwar immer, die Berner seien langsam, und vielleicht bräuchten wir deshalb mehr Lektionen – aber lassen wir das. Wir sollten uns aber wenigstens im Durchschnitt bewegen, und wir sollten uns zumindest deshalb

am schweizerischen Durchschnitt orientieren. Und genau daran haben wir uns bei der Erarbeitung der Lektionentafel orientiert. Wir haben nur dort eine Aufstockung vorgenommen, wo im interkantonalen Vergleich ein Defizit bestand. Und zufälligerweise, aber vielleicht war es nicht wirklich ein Zufall, handelt es sich dabei genau um die Bereiche, bei denen immer wieder kritisiert wird, unser Niveau sei zu wenig hoch. Unsere Lösung ist also sinnvoll, um unseren Schulen genau die gleichen Instrumente in die Hand zu geben, wie dies durchschnittlich in der Schweiz der Fall ist, um die Ziele des gemeinsamen Lehrplans zu erreichen. Deshalb bitte ich Sie, die Ziffern 1, 3 und 4 abzulehnen. Die Durchführung eines wissenschaftlichen Versuchs mit zwei Kohorten ist nicht sinnvoll. Mit den anderen beiden Ziffern sind wir einverstanden. Bevor wir ein neues Lehrmittel für Mathematik einführen, werden wir es zuerst an Probeklassen ausprobieren. Dabei wird es sich aber nicht um einen gross angelegten Versuch handeln.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen mindestens fünfmal, maximal siebenmal ab, und zwar ziffernweise und über sämtliche Ziffern als Postulat. Sollten die Ziffern 2 und 5 angenommen werden, stimmen wir im Anschluss auch gleich über deren Abschreibung ab. Sind Sie bereit? – Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 29

Non 114

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat abgelehnt. Wir kommen zur Abstimmung über Ziffer 2 als Postulat. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 81

Non 61

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat angenommen. Jetzt kommen wir zur Frage nach der Abschreibung. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 82

Non 64

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgeschrieben. Wir kommen zur Abstimmung über Ziffer 3. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 34

Non	111
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 3 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 4. Wer Ziffer 4 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; adoption du ch. 4 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	36
Non	106
Abstentions	2

Le président. Sie haben Ziffer 4 abgelehnt. Wir kommen zur Abstimmung über Ziffer 5. Wer Ziffer 5 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; adoption du ch.5 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	79
Non	67
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 5 als Postulat angenommen. Auch hier folgt die Abschreibungsfrage: Wer Ziffer 5 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1116 ; classement du ch.5)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	84
Non	61
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 5 als Postulat abgeschrieben. Traktandum 23 wurde wie gesagt zurückgezogen.